

A quoi jouent les Américains ?



Il n'y a pas que la Chine qui est en colère contre les Etats-Unis. Il y a aussi l'Algérie aussi. Pour des raisons propres à eux, ces deux pays ont réagi vigoureusement en condamnant l'attitude des Américains.

La Chine a exprimé encore une fois, vendredi dernier, sa colère envers les Etats-Unis, furieuse des ventes d'armes à Taiwan. L'Algérie, pour sa part, n'a pas encore digéré son classement dans la liste noire. C'est évidemment une violation du code de conduite entre les nations et des accords entre la l'Algérie et les Etats-Unis. Mme Gina Abercrombie-Winstanley, coordinatrice des programmes au bureau américain de la coordination pour la lutte contre le terrorisme, en visite jeudi dernier à Alger, avait beau rappeler, pour la énième fois, que les Etats-Unis considèrent l'Algérie comme l'un de leurs meilleurs partenaires en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Pourtant, la réalité des faits est là pour nous rappeler que l'Algérie est toujours considérée comme un pays à haut risque terroriste.

Les Etats-Unis sont-ils pour autant embarrassés comme le susurrent certains commentaires ? Les visites de hauts diplomates se succèdent à un rythme effréné dans la capitale algérienne, mais sans le moindre résultat. Les Américains n'ont pas l'intention de réviser le classement ou de retirer l'Algérie de cette liste. Il y aura des mesures spécifiques tout au plus.

C'est-à-dire que les ressortissants algériens seront soumis à d'autres critères de sécurité moins contraignants. L'inscription de l'Algérie sur cette liste noire va contribuer à renforcer le sentiment anti-américain, déjà très présent dans le pays depuis l'invasion de l'Irak. Deux secteurs jugés stratégiques par les Américains occupent leurs esprits : la sécurité et l'énergie. Et les deux sont étroitement liés.

Le pays de l'Oncle Sam ne veut pas d'un partenariat économique. Les investissements américains se situent souvent dans le secteur pétrolier. Ce pays ne veut pas s'affranchir de son pragmatisme politique. Preuve en est, le manque d'empressement à faire appliquer une

Un quatrième émissaire à Alger

Écrit par Mahmoud Tadjer - KAYENA
Dimanche, 07 Février 2010 00:44

résolution du Conseil de sécurité pour l'autodétermination du Sahara occidental et la diligence pour implanter une base militaire dans la région du Sahel. Ce Sahel, qui se trouve au milieu d'une zone pétrolifère et gazière d'envergure, est devenu en l'espace de quelques années un enjeu de taille pour les Américains et une urgence car il faut contrer à tout prix l'implantation de la Chine dans le continent africain. A défaut d'installer une base militaire pour contrôler cette vaste région, qui regorge de pétrole et autres matières premières mais qui reste toujours sous la menace de groupes terroristes, les Américains prônent d'autres subterfuges pour arriver à leurs fins : le chantage économique ou sécuritaire. C'est l'arme politique favorite de leur diplomatie.

La realpolitik chère à Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères durant les années 1970, est réactivée mais à d'autres desseins... Avec l'Algérie, les Etats-Unis ne développent aucune stratégie économique ou commerciale. Par exemple, aucune liaison aérienne directe n'existe entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Les négociations pour l'ouverture d'une ligne Alger-New York par la compagnie aérienne Air Algérie n'ont toujours pas abouti. La plupart des Algériens désirant se rendre aux Etats-Unis doivent passer par Paris. En plus, pour les responsables algériens, comme cela est affirmé avec le plus grand sérieux, cette histoire de liste noire risque de décourager des investisseurs internationaux sérieux qui s'intéressent à l'Algérie.

[Le Jeune Indépendant](#)